

Élections 2021 — Questions à poser aux candidats et candidates et à leur parti

12 août 2021

Soins de santé

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour faire respecter la *Loi canadienne sur la santé* et fournir le financement nécessaire pour assurer l'égalité d'accès à des soins non discriminatoires et non racistes pour tous les Canadiens, peu importe qui ils sont ou où ils vivent?

Réponse recherchée

- Mesures précises
- Financement et échéancier pour établir :
 - un système de soins de santé universels
 - financés et fournis par l'État selon les besoins et non de la capacité de payer

Contexte

La pandémie de COVID-19 a fait ressortir les inégalités en santé dans les populations racialisées, autochtones, noires et à faible revenu. Un rapport de l'Institut canadien d'information sur la santé a révélé que deux fois plus de gens dans les quartiers à faible revenu ont été hospitalisés à cause de la COVID-10 que dans les quartiers à revenu élevé. Près de la moitié des répondants à un sondage mené auprès de la communauté trans et non binaire avant la pandémie ont dit ne pas avoir accès à tous les soins de santé dont ils avaient besoin. Un réseau de la santé solide, bien financé et accessible donnera une population en meilleure santé et une meilleure protection contre de futures pandémies.

Assurance-médicaments

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour créer un programme d'assurance-médicaments national comme partie intégrante d'un système de soins de santé universel et accessible?

Réponse recherchée

- Mesures précises pour créer un programme public, universel et à payeur unique qui offre une gamme complète de médicaments et qui fait passer les gens avant les brevets.

Contexte

L'accès aux médicaments d'ordonnance est inégal au Canada. Environ le tiers des travailleurs canadiens n'ont pas d'assurance-médicaments payée par leur employeur. Moins on gagne, moins on a de chance d'avoir une assurance-médicaments.

Soins de longue durée

Question

Travaillerez-vous pour la nationalisation des établissements de soins de longue durée de Revera afin de protéger les personnes âgées?

Réponse recherchée

- Un engagement à organiser des discussions entre l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et les ministères de la Santé provinciaux et territoriaux afin de nationaliser les établissements de Revera et un échéancier pour la tenue de ces discussions.
- Un engagement à travailler avec Investissements PSP pour remplacer les investissements dans Revera par des investissements socialement responsables qui favorisent la santé financière du régime de retraite de la fonction publique tout en ne mettant pas en danger les usagers des services, l'environnement ou les emplois du secteur public.

Contexte

Le gouvernement fédéral, par l'entremise de la société d'État Investissements PSP, est l'unique propriétaire de Revera – la deuxième chaîne en importance d'établissements de soins de longue durée à but lucratif au pays. Depuis le début de la pandémie, les faits ont clairement démontré que les résidents des établissements privés sont plus à risque de mourir de la COVID-19 que les personnes vivant dans des établissements détenus et gérés par l'État. En date du 12 avril 2021, 701 personnes sont décédées dans les établissements de Revera.

Impôt sur la fortune

Question

Vous engagez vous, vous et votre parti, à implanter ou à favoriser un impôt sur la fortune?

Réponse recherchée

- Un engagement à implanter ou à favoriser un impôt sur la richesse extrême.

Contexte

Les riches ont profité de la pandémie alors que beaucoup d'autres en ont souffert. Le moment est venu de remédier à cette injustice et de faire en sorte que ceux qui en ont les moyens paient leur juste part. Selon le rapport du directeur parlementaire du budget de juin 2020, les 1 % les plus riches détiennent plus de 25 % de la richesse nette au Canada. Malgré l'écart entre riches et pauvres qui continue de se creuser, les Canadiens les plus riches ne paient toujours pas d'impôt sur leurs actifs financiers et autres avoirs. Les 47 plus grands milliardaires du Canada ont ajouté 78 milliards de dollars à leur fortune au cours de la dernière année.

Services publics

Question

Vous engagerez-vous, vous et votre parti, à rejeter les mesures d'austérité post-pandémie destinées à éliminer certains services publics ou à les réduire?

Réponse recherchée

- Un engagement à améliorer et à élargir les services publics fédéraux afin qu'ils soient accessibles et adaptés aux besoins des Canadiennes et Canadiens.

Mesures précises possibles :

- Exclure la privatisation du plan de relance post-pandémie, s'engager à ramener dans le secteur public les emplois qui ont été sous-traités et veiller à ce que les projets d'infrastructure soient gérés et exploités par le secteur public.
- Mettre fin à la dépendance du gouvernement fédéral à l'égard du personnel temporaire et mettre en œuvre les recommandations du rapport sur l'emploi précaire publié en juin 2019 par le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes ayant un handicap de la Chambre des communes (HUMA).
- S'assurer que les solutions automatisées mises en place pour faciliter l'obtention des prestations d'urgence servent à aider les fonctionnaires qui fournissent des services publics et non à les remplacer.

Contexte

La pandémie nous a rappelé le rôle essentiel des services publics dans nos vies. Lorsque l'économie a été paralysée pour protéger la population canadienne contre la COVID-19, le gouvernement fédéral a adopté une gamme de mesures de soutien à une vitesse spectaculaire pour protéger les Canadiens de la catastrophe. Les membres de l'AFPC ont été à l'avant-plan de la mise en œuvre d'une variété de programmes et de prestations qui ont contribué à soutenir la population et les entreprises. La reprise économique post-pandémie doit prévoir des investissements dans de bons services publics et dans les travailleurs qui les fournissent.

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour vous assurer que le pays est préparé à de futures pandémies?

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour garantir que le Canada est bien préparé à faire face à une crise de santé publique et que l'Agence de la santé publique du Canada est capable de suivre l'évolution de la COVID-19 et de futures épidémies de maladies infectieuses?

Réponse recherchée

- Prendre des mesures pour bâtir et maintenir une telle capacité ainsi que d'autres mesures pour garantir que l'Agence peut assurer une surveillance optimale des maladies infectieuses.
- Fournir les services publics nécessaires pour soutenir les Canadiens en cas de futures pandémies ou d'autres crises.
- Adopter une stratégie nationale de recherche et de santé publique qui fait passer les gens avant les brevets et qui fait en sorte que le Canada soit préparé à de futures crises de santé publique et n'ait plus jamais à dépendre d'autres pays pour élaborer et produire des vaccins.

Contexte

Des épidémies de maladies infectieuses, comme la COVID19, peuvent survenir rapidement et avoir des incidences énormes et imprévisibles. Une intervention rapide des autorités de la santé publique peut sauver des vies et limiter les conséquences sur la population et l'économie. Le rapport d'un examen indépendant de 2021 de l'Agence de la santé publique du Canada a révélé que le poste d'agent principal de surveillance de la santé était vacant depuis 2017 et devait être supprimé. À cause de cela, la surveillance des maladies n'a pas été bien coordonnée au cours des quatre années qui ont précédé la pandémie de COVID-19.

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour éliminer la culture de harcèlement dans la fonction publique fédérale?

Réponse recherchée

- Accorder immédiatement la priorité à la collaboration avec les syndicats afin de mettre en œuvre les mesures nécessaires (notamment de la formation, des protocoles et une répartition des responsabilités) afin de mettre fin à la culture du harcèlement dans de nombreux ministères, organismes et sociétés d'État.

Contexte

Des cas de harcèlement sexuel dans l'armée ont été rendus publics. Un nouvel exposé de position rédigé par Gregory Lick, ombudsman de la Défense nationale, a repris ce que nos membres avaient déjà signalé : « Le scandale le plus récent axé sur l'inconduite sexuelle a révélé l'existence d'une culture qui protège les auteurs d'actes répréhensibles et exige le silence de la part des victimes. Ce n'est pas là un problème nouveau, lequel ne se limite pas à l'inconduite sexuelle. L'observation vaut pour toutes les formes de comportement discriminatoire et d'inconduite, caractérisées par un déséquilibre des pouvoirs et la crainte de représailles. » Cependant, comme les membres de l'AFPC ont pu le constater, le harcèlement et la discrimination ne se limitent pas à l'armée ou à un seul ministère.

Droits de la personne

Peuples autochtones

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et les sept appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées?

Réponse recherchée

- Élaborer un plan d'action et un échéancier et prévoir des fonds pour donner suite à tous les appels à l'action et appels à la justice le plus vite possible.

Contexte

La Commission de vérité et réconciliation a dévoilé ses 94 appels à l'action en 2015. Plus de cinq ans plus tard, rien n'a été fait pour 20 d'entre eux et seulement 14 ont été mis en œuvre. Plus de deux ans se sont écoulés depuis la publication du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et on n'a toujours pas de plan d'action pour y donner suite. Des dizaines de communautés autochtones n'ont toujours pas accès à l'eau potable, un droit pourtant fondamental. Alors que l'on découvre les restes d'un nombre croissant d'enfants sur les terrains d'anciens pensionnats, les Canadiens non autochtones ne peuvent plus fermer les yeux sur les injustices structurelles et la violence que subissent les peuples autochtones.

Personnes ayant un handicap

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour améliorer de soutien au revenu pour les personnes ayant un handicap?

Contexte

La pandémie a frappé les personnes ayant un handicap plus fort que bien d'autres personnes. Selon une enquête de Statistique Canada, plus d'un tiers des personnes ayant un handicap ou un problème de santé chronique ont déclaré avoir perdu leur emploi temporairement ou pour de bon ou une réduction de leurs heures de travail pendant la pandémie. Plus de la moitié des répondants ont de la difficulté à respecter au moins une obligation financière ou à répondre à au moins un besoin essentiel. La pandémie a mis en évidence l'insuffisance du soutien financier accordé aux personnes ayant un handicap comparativement à l'aide financière que le fédéral a versée sous la forme de la PCU pour aider à compenser la perte de revenu pendant la pandémie.

Réponse recherchée

- Consulter les personnes ayant un handicap et leurs organisations et négocier avec les provinces et les territoires afin d'offrir un soutien au revenu viable. Tout soutien au revenu fédéral ne doit pas entraîner la perte ou la reprise d'avantages fournis par d'autres ordres de gouvernement.

Équité entre les genres

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour aider les femmes dont la carrière a souffert à cause de la pandémie?

Réponse recherchée

- Financer des programmes visant à aider les femmes à réintégrer le marché du travail et à se recycler dans un autre domaine d'emploi au besoin.

Contexte

Les femmes ont particulièrement souffert de la pandémie parce qu'elles ont assumé la plus grande partie du fardeau de l'enseignement à domicile, du soin des enfants et des personnes âgées ou parce qu'elles étaient plus susceptibles de travailler dans les services de première ligne et les soins de santé ou encore de perdre leur emploi en raison de la pandémie. Même les femmes travaillant dans la recherche universitaire ont indiqué qu'elles avaient eu plus de difficultés à demander et à obtenir des subventions, et les données montrent qu'elles ont publié beaucoup moins que dans les années précédentes et beaucoup moins que leurs homologues masculins.

Racisme systémique

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour lutter contre le racisme systémique dans notre société?

Réponse recherchée

- Adopter un plan d'action détaillé contre le racisme et créer un secrétariat autonome de lutte contre le racisme chargé de superviser et de guider des initiatives visant à combattre le racisme anti-noir, anti-autochtone et anti-asiatique et toutes les autres formes de racisme.
- Inclure dans ce plan un plan d'action sur les données désagrégées dans des secteurs clés comme le marché du travail, la justice pénale, le logement, les services sociaux et l'immigration.

- Mettre en œuvre un plan d'action anti-islamophobie pour lutter contre la montée de la haine et de la violence à l'égard des musulmans.
- Veiller à ce que les agents négociateurs soient véritablement consultés et mis à contribution dans toutes les étapes de la révision de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

Contexte

Des recherches ont montré que les communautés autochtones, noires, asiatiques et racialisées ont particulièrement souffert de la pandémie à cause des inégalités qui existent sur les plans sanitaire, social et économique. Ces populations courent beaucoup plus de risques d'exposition à la maladie, et les taux d'infection et de mortalité y sont beaucoup plus élevés que dans d'autres populations. Durant la pandémie, elles ont connu un taux de chômage beaucoup plus élevé que les autres communautés en raison de désavantages systémiques comme des emplois précaires à faible salaire, moins d'occasions d'avancement de carrière et moins d'accès aux services de base.

Travailleurs étrangers temporaires

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour permettre aux étrangers engagés grâce au Programme des travailleurs étrangers temporaires de bénéficier des mêmes protections, droits et avantages qui sont accordés aux autres travailleurs du Canada?

Contexte

Les travailleurs étrangers temporaires sont souvent à la merci de leurs employeurs, qui peuvent leur faire payer des frais de recrutement illégaux, ne rien faire pour les aider à connaître et comprendre leurs droits minimaux et les priver d'un accès convenable à des soins de santé. Mais, craignant des représailles, ils hésitent à dénoncer leurs conditions de travail.

Réponse recherchée

- Révision en profondeur le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin d'offrir aux travailleurs migrants la possibilité d'obtenir la résidence permanente et un réel accès aux droits du travail et de la personne, aux protections touchant la santé et la sécurité et aux services et avantages dont bénéficient les autres travailleurs.

Enseignement postsecondaire

Question

Comment investirez-vous dans un système d'enseignement postsecondaire équitable, abordable, accessible et de haut niveau?

Réponse recherchée

- Augmenter d'au moins 3 milliards de dollars les transferts directs pour l'enseignement postsecondaire et travailler avec les provinces et les territoires pour que les augmentations du financement de base servent à réduire le travail précaire parmi le personnel et le corps enseignant des établissements postsecondaires.
- Augmenter d'au moins 650 millions de dollars par année le financement de l'enseignement postsecondaire pour les Autochtones.
- Augmenter substantiellement le financement de base des trois organismes qui subventionnent la recherche au Canada.

- Éliminer de façon permanente l'intérêt sur les prêts étudiants fédéraux et remplacer le programme d'épargne-études et le crédit d'impôt pour frais de scolarité par des bourses.

Contexte

Les universités, les collèges et les écoles polytechniques sont les fondations et l'infrastructure de notre avantage du savoir. Après des années de sous-financement public, le système est en crise. En raison de la croissance des inégalités et de la stagnation des salaires, un enseignement de grande qualité est hors de portée pour beaucoup trop de Canadiens, en particulier les étudiants racialisés, noirs et autochtones, ayant un handicap ou issus de familles à faible revenu. Et beaucoup d'autres s'endettent pour de nombreuses années à cause de la hausse du coût des études.

Changements climatiques et environnement

Questions

Combien et quand investirez-vous pour réduire et ralentir les changements climatiques, notamment les émissions de gaz à effet de serre?

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour assurer une transition équitable vers une économie verte favorable aux travailleurs et à leurs collectivités?

Contexte

Le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies prévient encore une fois que les gouvernements du monde entier doivent agir pour réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre pour éviter les conséquences désastreuses d'une augmentation du réchauffement de la planète. Au Canada, les changements climatiques font hausser le mercure, perturbent le profil des précipitations, font fondre la banquise arctique à vue d'œil et engendrent des incendies de forêt, des tornades et des canicules. À l'échelle planétaire, le réchauffement climatique cause des inondations, des sécheresses et d'autres conditions météorologiques extrêmes. Il menace l'approvisionnement alimentaire et l'accès à l'eau potable en plus d'accentuer les inégalités entre les pays pauvres et riches.

Réponse recherchée

- Engagements précis en matière de dépenses, d'échéanciers et d'exigences de compte rendu pour lutter contre les changements climatiques et réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre, notamment en éliminant les subventions à l'extraction et au transport des combustibles fossiles.
- Plans précis et promesses de financement pour la création d'emplois stables offrant de bons salaires et de la formation pour les salariés touchés par la transition vers une économie verte.
- Investissements publics dans les infrastructures pour bâtir une économie de l'énergie 100 % renouvelable sans recourir à des partenariats public-privé.

Écologisation du gouvernement

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour atteindre l'objectif de la carboneutralité le plus tôt possible?

Réponse recherchée

- Exiger des mesures précises et immédiates de l'ensemble des ministères, organismes et sociétés d'État pour réduire les émissions.
- Offrir aux fonctionnaires des mesures spécifiques pour réduire les émissions, par exemple des options de télétravail et d'horaires flexibles, de l'équipement à haut rendement énergétique et des pratiques exemplaires en matière d'efficacité énergétique au travail.
- Faire participer les syndicats à la Stratégie fédérale pour un gouvernement vert dans les milieux de travail et par la négociation collective.
- Aider les télétravailleurs à réduire les émissions à la maison.

Contexte

Un récent rapport du Centre canadien de politiques alternatives intitulé *Montrer la voie? Évaluation critique de la Stratégie fédérale pour un gouvernement vert* souligne que le fédéral doit faire plus s'il veut atteindre la carboneutralité en 2050. Les émissions du gouvernement ont diminué de 28 % entre 2005 et 2015, mais ont augmenté de 11 % depuis 2015. Les biens immobiliers du gouvernement ont produit la moitié de toutes les émissions. Les opérations de sécurité nationale, dont les activités de la Défense nationale, de la GRC et de la Garde côtière, ont produit 45 % des émissions.

Garde d'enfants

Question

Vous engagez-vous à établir un programme de garderies national, universel et sans but lucratif?

Réponse recherchée

- Soutenir les engagements actuels en matière de dépenses pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et continuer de négocier des ententes de financement avec les provinces et les territoires pour offrir des services de garde réglementés, abordables, universels, culturellement appropriés, souples et de haute qualité.
- Fournir un financement fédéral adéquat pour soutenir la construction de garderies publiques et financer les services de garde selon une formule qui tient compte d'une rémunération juste et convenable du personnel, des autres coûts d'exploitation et des frais abordables imposés aux parents par la province ou le territoire en fonction des objectifs du fédéral quant à la réduction de sa contribution.

Contexte

À cause de la pandémie, de nombreuses femmes ont dû arrêter de travailler pour s'occuper de leur famille, un coup dur pour leur carrière et pour l'équité salariale. Les femmes racialisées, noires, autochtones et monoparentales ont été les plus touchées. L'accès universel à des services de garde abordables et de qualité améliorera le bien-être des enfants, augmentera la participation des femmes au marché du travail, favorisera l'égalité des sexes et contribuera à la croissance économique.

Congés de maladie

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour améliorer l'accès à des congés de maladie payés pour l'ensemble des salariés?

Réponse recherchée

- Collaborer avec les ministres provinciaux du Travail pour accorder la priorité à l'établissement de régimes provinciaux de congés payés par l'employeur qui prévoient un nombre adéquat de jours de congé de maladie, paient intégralement le salaire des travailleurs, ne comportent aucun obstacle à l'accès et s'appliquent à tous les travailleurs.
- Maintenir, au minimum, toutes les dispositions sur les congés de maladie des conventions collectives conclues avec le gouvernement fédéral.
- Améliorer les dispositions du *Code canadien du travail* portant sur les congés de maladie payés.

Contexte

Le Canada est l'un des rares pays à revenu élevé qui n'a pas encore de loi nationale sur les congés de maladie payés par l'employeur, et plus de la moitié des travailleurs canadiens n'ont pas accès à des congés de maladie payés. Les recherches montrent que les travailleurs sont moins susceptibles de recourir à des soins médicaux préventifs et de s'absenter pour cause de blessure ou de maladie lorsqu'ils n'ont pas de congés de maladie payés. Les taux d'éclosion et de transmission de la COVID-19 au travail ont clairement démontré que les congés de maladie payés sont essentiels pour protéger la santé publique. Les congés de maladie payés permettent de réduire la fréquence des arrêts de travail et la transmission des maladies tout en augmentant la productivité, en offrant un revenu plus stable aux travailleurs et en réduisant les coûts de santé pour les gouvernements.

Assurance-emploi

Question

Que ferez-vous pour moderniser et renforcer le programme d'assurance-emploi pour qu'il puisse mieux résister aux crises d'urgence, aux pandémies et aux récessions à l'avenir et qu'il soit capable de protéger les travailleurs dans de telles situations?

Réponse recherchée

- Éliminer la période d'attente d'une semaine pour toucher les prestations.
- Hausser le taux des prestations à 75 % du salaire et l'aide versée aux travailleurs à faible revenu en accordant un montant minimal (comme la PCU de 500 \$ par semaine) ou un supplément de revenu comparable en fonction du salaire de la personne.
- Faire passer à 35 le nombre de semaines de prestations de maladie de l'assurance-emploi.
- Abandonner les critères d'inadmissibilité indéfinie et adopter un modèle qui précise la période d'inadmissibilité après examen.
- Doter Service Canada des effectifs nécessaires et offrir aux fonctionnaires de première ligne les outils et la formation qu'il leur faut pour offrir un service de qualité à la population.
- Inviter les travailleurs de première ligne et leurs syndicats à participer au prochain examen du programme d'assurance-emploi et les consulter sur tout changement proposé aux modes de prestation des services.

Contexte

Même avant la pandémie, le programme d'assurance-emploi nécessitait des améliorations en raison d'une participation accrue des femmes sur le marché du travail, du vieillissement de la population et de la multiplication des emplois précaires. La pandémie a fait ressortir l'incapacité du programme à suivre la transformation rapide du marché du travail. Ainsi, de nombreux chômeurs n'ont pas pu satisfaire aux règles d'admissibilité ou ont dû accepter un taux de prestations ridiculement faible. Les plus durement touchés ont été les titulaires d'emplois précaires, temporaires ou à temps partiel — donc principalement des femmes, des personnes racialisées, des Autochtones, des nouveaux arrivants et des travailleurs migrants.

Droits des travailleuses et travailleurs

Question

Que ferez-vous, vous et votre parti, pour garantir à tous le droit de se syndiquer et de négocier collectivement, équitablement et librement et pour assurer l'application de normes de travail équitables?

Réponse recherchée

- Moderniser les lois du travail pour que tous les travailleurs puissent se syndiquer et négocier collectivement et pour que les normes de travail reflètent la multiplication des emplois précaires et atypiques.
- Renforcer les dispositions sur le harcèlement et la discrimination du *Code canadien du travail* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.
- Modifier le *Code canadien du travail* pour préciser clairement la différence entre un « employé » et un « entrepreneur indépendant » pour empêcher les employeurs de classer incorrectement leurs employés afin de contourner les normes de travail.
- Financer le Programme du travail afin qu'il y ait suffisamment d'inspecteurs pour assurer le respect des normes de façon proactive et traiter rapidement les plaintes pour infraction.

Contexte

La diminution du taux de syndicalisation est un facteur important de l'augmentation des inégalités salariales. Les syndicats font hausser les salaires et les avantages de tous les travailleurs et travailleuses, syndiqués ou non. Les syndicats aident aussi à réduire les disparités salariales fondées sur la race ou le genre, disparités qui découlent de la ségrégation professionnelle, de la discrimination et d'autres injustices liées au racisme et au sexisme structurels dans les milieux de travail.

Question

Vous engagez-vous, vous et votre parti, à respecter le droit des travailleurs à négocier collectivement?

Réponse recherchée

Un engagement :

- à ne pas adopter de lois forçant le retour au travail, peu importe les circonstances;
- à modifier le *Code canadien du travail* pour qu'il interdise explicitement le recours aux briseurs de grève.

Contexte

Les gouvernements fédéraux, les uns après les autres, ont adopté des lois forçant le retour au travail, privant ainsi des travailleurs de leur droit de négocier librement avec leur employeur. On n'a qu'à penser aux lois adoptées pour mettre fin à des grèves au port de Montréal et à Postes Canada. Les gouvernements fédéraux n'ont rien fait non plus pour mettre fin au recours à du personnel de remplacement. La possibilité de remplacer des employés en grève donne aux employeurs un avantage nettement injuste dans les négociations et prolonge inutilement les grèves.